

Débat « Quelle Europe politique voulons-nous ? » -

Jeudi 14 février 2013

Sciences Po Paris

Invités :

- **Yannick Jadot**, Député européen
- **Jean Quatremer**, Journaliste, Correspondant à Bruxelles pour *Libération*

Fabien Verdier a introduit le débat en soulignant qu'en ce jour de la Saint-Valentin, le Club Convictions se réjouit d'avoir invité deux « amoureux » de l'Europe. L'Europe doit aujourd'hui faire face à de nombreux défis : faut-il aller vers une Europe fédérale ? Un noyau dur de pays soucieux d'approfondir leur coopération ? Un vaste plan d'investissement européen sous forme de « Project bonds » plutôt qu'une politique d'austérité ? Un budget propre à la zone euro, et ainsi le début d'une Europe fédérale ? Autant de questions sur lesquelles les intervenants sont invités à se prononcer.

Pour Yannick Jadot, le monde connaît depuis plusieurs années un tournant majeur représenté par la mort du vieux monde occidental au profit des pays émergents. Dans ce cadre, l'Europe a un rôle pivot à jouer et le « besoin d'Europe » va croissant pour compenser la remise en cause des Etats-Nations. D'un point de vue historique, comme l'illustre la concomitance entre la décolonisation française et la construction communautaire, l'Europe a toujours été un moyen pour la France de se projeter sur la scène internationale. Aujourd'hui, la constitution d'une Europe forte et démocratique est nécessaire pour permettre à la France de retrouver sa souveraineté vis-à-vis des nouveaux acteurs des relations internationales : que pèse une France isolée face à un industriel comme Mittal ?

Le cadre financier pluriannuel en débat actuellement à Bruxelles souligne pourtant les réticences des Etats-Membres, en période de crise des finances publiques, à donner à l'Europe les moyens de s'affirmer. Le Parlement européen qui s'est opposé avec force au projet de budget aurait, selon Yannick Jadot, beaucoup à perdre en cas de vote favorable, tant en termes de crédibilité que de poids politique au sein des institutions de l'UE. Mais les parlementaires européens vont-ils résister aux pressions des exécutifs nationaux et de leurs partis de rattachement ?

Jean Quatremer a commencé son intervention en déplorant le manque de jeunes dans l'auditoire : l'Europe serait-elle devenue une affaire de quinquagénaires ? Selon lui, l'Europe court le risque de devenir une dictature technocratique si elle ne parvient pas à favoriser l'émergence d'un véritable contrôle démocratique tant sur la Commission que sur le Conseil. Si la coopération intergouvernementale et la détermination des Etats a permis, en une période particulièrement agitée pour les pays-membres, de faire face de manière réactive à la crise de l'euro, la solidarité financière entre les Etats aujourd'hui doit nécessairement s'accompagner d'un contrôle commun et démocratique sur les décisions de chacun. Si l'Allemagne porte ce projet, la France, peut-être en raison d'une tradition politique davantage « monarchique », semble encore y être très réticent. Les opinions publiques doivent pourtant être préparées à ce partage de souveraineté et les prochaines élections européennes seront l'occasion de poser ce débat.

Résumé des échanges avec la salle.

Le choix d'une Europe politique au détriment d'une Europe technocratique centrée sur un rôle pivot reconnu à la Commission n'est pas sans risque. En effet, comme le souligne Jean Quatremer, l'Europe politique aujourd'hui est une Europe libérale-conservatrice : sommes-nous prêts à lui donner plus de pouvoirs en matière de fiscalité, de retraite ou d'harmonisation sociale ?

Au-delà d'une démocratie de contrôle budgétaire, il faudrait à terme envisager un nouveau modèle démocratique pour l'UE, en faisant, par exemple, du Parlement Européen, le seul pouvoir législatif et en **institutionnalisant le Conseil Européen comme le pouvoir exécutif**. Le Parlement européen doit s'emparer du débat sur le fédéralisme : peut-on envisager des droits de vote variables des parlementaires européens en fonction des compétences reconnues à l'UE par leurs pays-membres ? Faut-il politiser davantage la Commission ?

La culture européenne n'est pas tant une culture du consensus qu'une culture du compromis. Aujourd'hui, il manque surtout une vision historique de l'Europe et un nouveau projet fédérateur. Comme le rappelle Yannick Jadot, les pères fondateurs avaient comme ambition d'enraciner la paix sur le continent, il reste aux dirigeants et à la société civile européenne à trouver la leur: construire l'après-pétrole, favoriser la mobilité des jeunes (via un programme Erasmus considérablement renforcé)... Les projets concrets et fédérateurs ne manquent pas.